

Olivier Bobineau : “Le problème est social, pas religieux”

Le sociologue des religions Olivier Bobineau forme les futurs cadres musulmans de la République (aumôniers, responsables d'associations) à l'Institut catholique de Paris et enseigne à Sciences-Po.



Olivier Bobineau forme les futurs cadres musulmans de la République France Soir

Ces travaux (*) en font l'un des grands spécialistes français des politiques publiques en matière religieuse. Il explique pourquoi il s'oppose au débat sur l'islam et la laïcité, organisé aujourd'hui par l'UMP.

FRANCE-SOIR Existe-t-il, selon vous, un problème musulman dans la société française ?

OLIVIER BOBINEAU 98 % des musulmans sont intégrés dans notre société. Ce sont les 2 % restants qui posent problème. Avez-vous vu, ces derniers jours, beaucoup de musulmans manifester contre le débat qui se tient aujourd'hui ?

F.-S. Une partie de la majorité présidentielle semble penser que ce débat est nécessaire...

O. B. Prenons les questions concrètement, une par une, avec des chiffres précis. Les prières dans les rues ? Seulement dix portions de rues dont quatre à Paris, une à Nice et une à Marseille sont concernées. Les cantines scolaires ? Il n'y a aucune imposition de repas halal dans le pays. Le repas sans porc, quant à lui, est un acquis qui ne paraît pas poser de problème d'organisation.

F.-S. Revenons aux lieux de prières. Combien en compte-t-on en France ?

O. B. 2.000 environ (*des salles de prières pour l'essentiel, NDLR*). Une trentaine de minarets se trouvent désormais sur notre sol, dont deux ont une hauteur de plus de 30 mètres.

F.-S. Et la burqa ?

O. B. On dénombre environ 1.000 niqabs en France. Aucune burqa « *pachtoune* » par contre (*avec un grillage en tissu qui masque les yeux*).

F.-S. Possédez-vous aussi des données sur les hôpitaux ?

O. B. Cinq plaintes, en tout et pour tout, ont été déposées l'an dernier pour refus d'auscultation.

F.-S. Où trouvez-vous ces chiffres ?

O. B. Il est possible de les obtenir auprès des administrations centrales de chaque service public.

F.-S. Missoum Chaoui, responsable de l'aumônerie pénitentiaire d'Ile-de-France, avance le chiffre de 65 % de détenus musulmans dans les prisons françaises...

O. B. C'est même 80 % pour l'Ile-de-France. Pour ma part, je préfère parler de détenus de culture musulmane. Certains sont pratiquants, d'autres pas. Farhad Khosrokhavar, spécialiste de l'islam en prison, parle de première religion carcérale. Mais le problème est social, pas religieux. Ces gens-là sont issus des quartiers populaires où les politiques publiques ont toutes échoué. Et ces quartiers, c'est un fait, concentrent des populations musulmanes.

F.-S. D'une certaine façon, vous comprenez ces violences donc ?

O. B. Non, pas du tout. Rien ne peut justifier que l'on commette un crime ou un délit. Il n'y a pas d'excuses. Mais qui a fait venir les musulmans dans ce pays ? Les entrepreneurs français de 1959 à 1964. Une arrivée massive, par cargaisons entières ! Le problème de leurs enfants, c'est qu'ils sont doublement étrangers, doublement rejetés. En France où ils sont nés et dans le pays où sont nés leurs parents. Cela, les immigrés italiens ou polonais qui les ont précédés ne l'ont pas vécu. Vous rajoutez à ça la crise économique...

F.-S. Beaucoup de Français s'interrogent sur la capacité de l'islam à se fondre dans les principes de la laïcité.

O. B. L'Etat français s'est construit contre les religions depuis les massacres entre catholiques et protestants au XVI^e siècle. Notre espace public s'est formé en opposition aux violences religieuses. Voilà pourquoi la laïcité est, en quelque sorte, devenue l'ADN de la République. C'est pour cela que lorsque l'on croise une femme voilée dans la rue, elle provoque un malaise en nous. C'est la raison de l'Etat contre la raison de l'Eglise.

F.-S. D'autres immigrés, d'autres cultures, paraissent s'intégrer avec plus de facilité...

O. B. Justement, la mémoire du conflit avec l'Algérie nous fait associer, par erreur, les musulmans aux Arabes, alors que l'on trouve – notamment – des musulmans asiatiques dans ce pays. Des hommes et des femmes dont on n'entend pratiquement jamais parler. Par ailleurs, l'installation définitive des musulmans en France s'est faite à la fin des années quatre-vingt. Et nous avons compris seulement depuis la fin des années quatre-vingt-dix qu'ils ne retourneraient pas chez eux. Songez au temps qu'il nous a fallu pour intégrer les Italiens, les Juifs ou les Polonais... Plusieurs générations !

F.-S. Certaines banlieues n'en demeurent pas moins hors du contrôle de la République. Ce n'était pas le cas avec les Italiens, les Polonais ou les Juifs...

O. B. Il existe seulement trois groupes pour se construire en société. Le premier, c'est le groupe d'origine. Quand ils retournent au bled, les Français musulmans en sont rejetés. Le second, c'est le groupe de référence : la République. Une référence en crise puisque nous vivons une époque où toutes les figures de l'autorité de l'Etat vacillent : les professeurs, les politiques, les prêtres, les patrons. Enfin, il y a le groupe d'appartenance : c'est la banlieue, avec ses codes vestimentaires, son langage (le verlan) et sa musique (le rap). C'est une quête identitaire, pas religieuse ! Une contre-culture qui se construit contre la culture dominante. Soit on décide de la désigner du doigt, soit on décide de l'intégrer. Que faisons-nous depuis des années ? On montre du doigt. C'est pourquoi il ne faut pas mener ce débat.

F.-S. Que faut-il faire alors ?

O. B. Ne plus diviser. La division du peuple est en train de devenir d'intérêt politique. C'est pourtant contre elle que l'Etat – qui incarne la paix civile – s'est bâti. « *La sûreté, disait Montaigne, c'est de ne pas craindre ses concitoyens.* » Nous vivons l'exact opposé. Nous vivons dans la peur, la défiance. Comment est-ce possible ?